

FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL

GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE

BANQUE INTERNATIONALE POUR LA RECONSTRUCTION ET LE DÉVELOPPEMENT
SOCIÉTÉ FINANCIÈRE INTERNATIONALE
ASSOCIATION INTERNATIONALE DE DÉVELOPPEMENT
CENTRE INTERNATIONAL POUR LE RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS RELATIFS AUX
INVESTISSEMENTS
AGENCE MULTILATÉRALE DE GARANTIE DES INVESTISSEMENTS

J

Communiqué de presse n° 63(F)

29 septembre 2002

Déclaration finale de M. **HORST KÖHLER**,
Président du Conseil d'administration et
Directeur général du Fonds monétaire international,
à la séance de clôture

Déclaration finale de M. Horst Köhler,
Président du Conseil d'administration et
Directeur général du Fonds monétaire international,
au Conseil des Gouverneurs du FMI
Washington, 29 septembre 2002

1. Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les gouverneurs, Mesdames et Messieurs, ces réunions ont été très fructueuses, en dépit de circonstances assez inhabituelles. Nous avons cherché à trouver un terrain d'entente pour répondre aux enjeux de l'économie mondiale. Je tiens à remercier le District of Columbia et le gouvernement des États-Unis pour leur hospitalité, ainsi que nos services, pour leur dévouement et leur efficacité, qui nous ont permis de tenir ces réunions. Je tiens aussi à féliciter Monsieur le Ministre Macki pour avoir présidé nos travaux avec éminence.

2. Si l'on en juge par nos débats d'aujourd'hui, les risques et les fragilités actuelles de l'économie mondiale restent présents à tous les esprits. Mais je perçois aussi une intention de trouver ce que Gordon Brown a appelé un juste équilibre entre la complaisance et le pessimisme excessif. Les économies avancées ont montré qu'elles reconnaissent le besoin de rester vigilant face à une nouvelle détérioration des perspectives économiques, et d'agir pour éliminer les obstacles à l'expansion de la croissance. Et les gouverneurs de l'ensemble de nos pays membres ont prouvé qu'ils ont conscience de la nécessité de stimuler la confiance, et de préserver et de consolider la reprise économique :

- grâce à des politiques nationales de meilleure qualité,
- et grâce à une coopération internationale accrue.
- La plupart d'entre vous ont mentionné ici qu'il faut agir pour renforcer le système commercial multilatéral et faire aboutir les négociations du cycle de Doha.
- Vous avez également bien accueilli et encouragé le processus de réforme actuellement en cours au FMI — en offrant bien sûr des suggestions sur ce que nous pouvons faire pour améliorer ou réorienter notre action.

3. Je tiens à vous remercier de l'intérêt et de l'appui que vous avez exprimés en faveur de l'application d'une approche intégrée aux nouvelles réformes du FMI.

- Vous avez demandé à ce que la politique d'accès aux ressources du FMI soit plus explicite et plus prévisible. Comme certains d'entre vous l'ont souligné, l'accès exceptionnel doit rester exceptionnel.
- Les travaux que nous avons engagés pour perfectionner les analyses de viabilité de la dette, ainsi que pour aider à formuler de meilleurs mécanismes de résolution des problèmes de dette non viable, ont reçu votre aval. Je suis particulièrement encouragé par le fait qu'il ait été convenu que le FMI devrait poursuivre ses travaux sur les clauses d'action collective à incorporer, le cas échéant, aux instruments de dette internationaux et qu'il devrait soumettre à nos pays membres, lors des prochaines

réunions de printemps, une proposition concrète sur le mécanisme de restructuration de la dette souveraine.

- Je crois savoir que les gouverneurs sont disposés à examiner en toute ouverture d'esprit comment fournir un meilleur filet de protection aux pays qui mènent une politique économique saine. Nous avons l'intention d'y travailler.
- Et si les avis varient en ce qui concerne les questions relatives aux quotes-parts au FMI, le principe selon lequel le FMI doit disposer de ressources adéquates pour assumer son rôle dans l'économie mondiale fait l'unanimité, et la révision de la répartition des quotes-parts suscite de l'intérêt.

4. Les débats d'aujourd'hui indiquent clairement qu'il nous reste beaucoup de travail. Et je voudrais vous dire à ce sujet que vous pouvez compter sur le dévouement et le professionnalisme du Conseil d'administration, de la direction et en particulier du personnel du FMI.

5. Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs, cette assemblée a montré qu'on s'accorde largement à penser que la mondialisation est une réalité et que même si nous pouvions faire marche arrière, ce ne serait pas à conseiller. L'intégration à l'économie mondiale grâce au commerce, à l'investissement et à la diffusion d'idées et de technologies peut accélérer la croissance économique et améliorer le niveau de vie de tous les habitants de notre planète. Mais vous avez aussi dit clairement qu'elle entraîne des risques et des problèmes sociaux. Et vous avez souligné que nous devons nous efforcer d'établir une meilleure mondialisation — une mondialisation qui profite à un plus grand nombre et dont les risques et les possibilités sont mieux équilibrés. Il ressort clairement de vos déclarations que nous avons tous — pays membres, organisations internationales, secteur privé et société civile — un rôle à jouer. Nos missions et nos rôles diffèrent peut-être, mais nos objectifs sont communs : croissance économique vigoureuse; viabilité sociale et environnementale; paix, justice et franc-jeu; et solidarité dans la lutte contre la pauvreté mondiale, en s'appuyant sur l'esprit de Doha, de Monterrey et de Johannesburg.

6. Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs, je suis convaincu que nous pouvons bâtir un monde meilleur, si nous sommes disposés à investir dans une meilleure mondialisation. Tous ensemble, faisons de ce vœu une réalité. J'attends avec intérêt d'examiner les progrès lors de notre prochaine assemblée, qui se déroulera à Dubai, sous la présidence de la Suisse.